



NON AUX RESTRUCTURATIONS

TOUS CONCERNES - TOUS SOLIDAIRES

Manifestons nombreux à Chilly-Mazarin

A l'occasion du CCE du 12 juillet 2012

La direction a attendu la fin du calendrier électoral pour annoncer son plan de restructuration et pour cause : trois plans de restructuration sont programmés en SAR&D, chez Sanofi Pasteur et dans les fonctions support.

Rappel chronologique

Lors du comité de groupe du 28 mars, le président de Sanofi en France avait déclaré que dans quelques semaines la direction serait en mesure de nous préciser comment l'emploi allait suivre la stratégie du groupe : en d'autres termes décliner les conséquences sociales pour la France du nouveau plan d'économies de 2 milliards €.

Convaincus que les conséquences seraient particulièrement négatives, les 5 O.S. ont écrit et envoyé un argumentaire à quatre ministères en demandant à être reçus en urgence, avant le 5 juillet, date du comité de groupe.

Notre démarche active a conduit le ministre du Redressement Productif à rencontrer la direction de sanofi le 2 juillet, et deux conseillers ont reçu les organisations syndicales le 4 juillet, la veille du comité de groupe. Nous avons exposé la gravité de la

situation face à une direction qui privilégie la rentabilité financière à court terme au détriment du maintien et du développement du potentiel scientifique et industriel de notre Groupe.

Nous avons demandé une intervention du gouvernement sous la forme d'une table ronde tripartite (gouvernement, direction, syndicats) pour examiner la problématique.

Le lendemain, 5 juillet, lors du comité de groupe, la même proposition a été faite à la Direction en lui demandant de geler le processus de restructuration dans un premier temps. Celle-ci sûrement "convaincue" de la justesse de ses arguments a répondu défavorablement à cette demande.

Pour nous, la proposition a tout son sens et permettrait sûrement d'éviter des abandons irréversibles, notamment dans le domaine de la recherche.

Les projets de restructuration de la Direction

✓ Supprimer les activités de recherche sur Toulouse et Montpellier : ceci constituerait un gâchis scientifique inacceptable avec des conséquences sociales majeures pour des centaines de salariés (plus de mille en comptant les sous-traitants).

Ce sont avant tout les restructurations, les pertes d'expertise et les réorganisations successives qui ont affaibli l'efficacité de la recherche. C'est pourquoi la direction refuse d'établir tout bilan à ce sujet !

Un nouvel affaiblissement de notre potentiel de recherche interne serait irréversible pour son avenir, ainsi que pour les sites de production qui en dépendent et compromettrait durablement notre finalité de réponse aux besoins de santé.

✓ L'annonce d'un plan de suppression d'emplois chez Sanofi Pasteur traduit le même objectif : à savoir la volonté de la Direction de se désengager petit à petit de la production « made in France » pour augmenter la rentabilité financière du Groupe.

✓ Enfin, les centaines de salariés des services support présents sur tous les sites de Sanofi en France se posent aujourd'hui la question du devenir de leur emploi sur leur site.

Que la direction ne vienne pas nous dire qu'il n'y a pas de possibilité avec les nouvelles technologies d'exercer ces métiers spécifiques depuis leur site d'origine.

Outre l'impact immédiat pour des centaines de salariés, c'est le risque majeur d'une externalisation à moyen terme de ces activités, une fois regroupées, qui est également posé.

Les projets de la Direction sont inacceptables.

Se mobiliser est indispensable.

La médiatisation des plans de restructuration, l'intervention auprès du gouvernement conduisent la direction à présenter son projet avec précaution mais personne n'est dupe.

L'objectif principal du Directeur Général est de répondre aux exigences qu'il a données aux actionnaires concernant la rentabilité financière : augmenter la redistribution des résultats de 35 à 50%, soit une augmentation équivalente à la masse salariale de la France.

Il sait parfaitement où il veut aller, mais tente de faire croire que tout ne serait pas définitivement ficelé. Pour ce faire, il voudrait entraîner les organisations syndicales dans des réunions d'accompagnement conduisant à l'acceptation des restructurations décidées par la Direction.

Nos 5 O.S. ne sont pas dupes, elles sont déterminées à combattre ces plans injustifiés économiquement et rappellent les dispositions du code du travail, à savoir les prérogatives des instances représentatives du personnel CGF, CCE et CE lors de restructurations.

Si la Direction veut discuter avec les organisations syndicales, il faut que ce soit sur le fond, dans le cadre de la réunion tripartite que nous proposons en présence du gouvernement.

La mobilisation des salariés est un élément déterminant pour se faire entendre de la Direction et obtenir des interventions fortes du gouvernement.

**Le jeudi 12 juillet 2012,
Les syndicats CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC et
SUD-Chimie du CRVA
vous appellent à faire grève à partir de 9h30
pour se rendre sur le site de Chilly-Mazarin
Rassemblement à 9h00 devant le bâtiment Pascal
pour un départ collectif en RER.**